

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

JEUDI 14 AVRIL 2016, À LYON

BUDGET 2016 : LE COUP DE BLUFF DE LAURENT WAUQUIEZ

100 jours après la victoire de Laurent Wauquiez dans la région Auvergne Rhône-Alpes, les élus ont débattu du budget 2016. Pour les élu-es du Rassemblement citoyen, écologiste et solidaire, ce budget est un grand coup de bluff de la part de Laurent Wauquiez. Un coup de bluff à double titre : un mode de transmission des éléments budgétaires ne permettant aucun travail sérieux de la part des élus et des orientations politiques totalement passéistes et conservatrices allant à l'encontre du nouveau souffle tant prôné.

Pour **Jean-Charles Kohlhaas, co-porte parole du groupe** : « *Nous avons pu suivre depuis 3 mois, les annonces du président de région dans la presse sur un certain nombre de sujets. Mais de notre côté, nous n'étions au courant de rien. Rien n'a été débattu. Nous avons reçu les documents budgétaires seulement 12 jours avant l'assemblée plénière, et encore uniquement les grandes lignes. Ce délai si restreint et cette présentation vague ne nous a pas permis de mener correctement notre travail d'élu. La gouvernance est mise à mal et aujourd'hui c'est à nos électeurs que je pense. Le fonctionnement de Laurent Wauquiez veut nous empêcher de porter la voix de ceux qui nous ont élu et des collectifs et associations qui attendent beaucoup de nous.* »

Malgré ce grave manquement à la démocratie et le départ des élus du PS, du PRG et du PC les élu-es du Rassemblement ont déposé et défendu en séance 8 amendements.*

Pour **Corinne Morel Darleux, co-porte parole du groupe** : « *Ce budget fleure bon le 20ème siècle. A quelques semaines de la Cop 21, il est assez aberrant de voir une collectivité mettre 100 millions d'€ pour l'autoroute A45 ou encore 4,7 millions d'€ pour le projet de Center Parc à Roybon. Entre dépenses inconsidérées pour des dispositifs sécuritaires inefficaces et arrosage des Maires et associations « amis », on peut dire que les orientations de la majorité ne profitent clairement pas à l'intérêt général.* »

*voir pages suivantes

Les amendements du groupe Rassemblement citoyen, écologiste et solidaire, en bref



Remplacer le « Plan neige » par un « Plan montagne des 4 saisons »

Le plan neige proposé par la majorité ne répond pas aux enjeux du 21ème siècle sur notre territoire montagneux. Au vu de la raréfaction de l'enneigement déjà à l'œuvre, la Région doit d'aider le secteur touristique à s'adapter à l'enjeu du tourisme des 4 saisons. **Nous proposons un plan montagne des 4 saisons qui assurera la préservation de la biodiversité et le développement de l'activité en montagne pour celles et ceux qui y vivent toute l'année.**



Pas de subvention pour l'A45

Le projet d'A45, vieux de plusieurs décennies est en contradiction avec le monde d'aujourd'hui : augmentation de la pollution, gaspillage d'argent public pour un projet privé, destruction des terres agricoles... Rien dans ce projet ne justifierait 100 millions d'euros de subvention de la région Auvergne Rhône-Alpes. **Nous proposons la suppression de cette subvention et avançons des pistes d'amélioration : rénovation de l'A47, développement d'un réseau de RER, mise en place du transport par câble ...**



Des Chambarran sans Center Parc

Alors que même le département de l'Isère ne finance plus le projet de Pierre et Vacances, la majorité souhaite avancer 4,7 millions d'euros pour le Center Parc à Roybon. Le tribunal administratif a reconnu le péril que représente ce projet pour la forêt et les zones humides qui alimentent la nappe phréatique nécessaire aux Drômois et Isérois. et les pratiques sociales désastreuses de Pierre et Vacances ne sont plus à prouver. **Ainsi, nous proposons d'allouer ces 4,7 millions d'euros à un Grand Projet Auvergne Rhône-Alpes, de développement global et durable sur le territoire de la Bièvre.**



Pas de cadeau au syndicat étudiant de droite l'UNI

50 000€ offerts à l'UNI. Rien que ça. Cette subvention ne fait suite à aucun appel à projet et la somme annoncée paraît colossale par rapport aux dépenses prévues (site internet, rencontres, petits-déjeuners...). **Nous nous chargeons de rappeler à Laurent Wauquiez sa promesse de mettre fin aux subventions dogmatiques et idéologique en demandant le retrait de cette subvention.**



Un débat sur le financement de l'enseignement privé

L'investissement dans les lycées privés n'est pas prévu par la loi. L'Auvergne ne les finance pas, tandis que Rhône-Alpes selon le protocole de 2011 finance les lycées agricoles, les MFR, et les petits établissements pour des travaux d'accessibilité, de sécurité et d'économies d'énergie. A nouvelle région, nouveau débat. Une réflexion sur l'harmonisation des politiques entre les deux régions doit être menée. **Nous demandons que le débat ait lieu avant cet engagement budgétaire non obligatoire : nous proposons sur les 13,150 millions d'€ du budget d'investissement des lycées privés, la baisse de 4 millions d'€.**



Aucun soutien « sans condition » au programme NANO2017

La majorité souhaite maintenir le soutien de la région au programme NANO2017. Ce programme profite en grande partie à l'entreprise iséroise « ST Microelectronics », qui met en œuvre actuellement un plan de licenciement et délocalise certaines unités. **Il est impensable pour nous qu'elle perçoive 5 millions d'argent public sans aucun critère social et économique permettant de garder l'emploi dans notre région.** S'il est important d'avoir un programme de soutien à une filière technologique et stratégique au niveau européen et national, la région doit dans le même temps se montrer exigeante et fixer des critères économiques et sociaux à respecter.



Une politique de proximité basée sur la qualité de vie, pas sur la sécurité

La majorité a annoncé en grande pompe la suppression des contrats de développement durable Rhône-Alpes (CDDRA) et des contrats Auvergne + et en guise de politique de proximité propose 10 millions d'€ pour la sécurisation des communes. Aucun débat n'a eu lieu sur la suppression de ces contrats, seuls à même de développer des projets utiles, créateurs d'emploi et de dynamique sociale à l'échelle des bassins de vie. **Nous demandons la réorientation des 10M€ pour la sécurisation des communes vers des investissements qui répondent aux besoins de qualité de vie et d'activités sur les territoires CDDRA et Contrats Auvergne +.**



Des lycées sans portiques et sans vidéo-surveillance

La majorité souhaite renforcer la sécurité dans les lycées avec l'installation de portiques et de vidéo-surveillance. L'efficacité de cette mesure n'a pas été prouvée. Au tout sécuritaire, nous opposons l'augmentation des moyens humains. Ces projets d'installations n'ont pas fait l'objet de débat avec les autorités académique et les CA de lycées. **Nous demandons que les 6 millions d'€ alloué à ces installations soit réorienté vers la rénovation thermique des établissements.**